

Pierre NICAISE, Benoît COLMANT & Sophie LIGOT
Notaires associés
Société civile à forme de SPRL
0477.430.931
RPM Nivelles
Allée du Bois de Bercuit, 14, 1390 Grez-Doiceau

Modification des statuts

PN

Dossier : 2190869

Acte rédigé en 9 pages

Droit d'écriture : cinquante euros (50,00€)

Répertoire 2019/0984

Association internationale sans but lucratif d'utilité internationale
Réseau Européen des Services d'Inspection de la Justice
en abrégé « RESIJ »
en anglais « European Network of Judicial Inspection Services »
en abrégé « ENJIS ».
1000 Bruxelles, Rue de la Croix de Fer 67
Numéro d'entreprise :

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF,

Le cinq juin,

Devant **Pierre NICAISE** notaire à la résidence de Grez-Doiceau, exerçant sa fonction dans la société " NICAISE, COLMANT & LIGOT, Notaires associés ", ayant son siège à 1390 Grez-Doiceau, Allée du Bois de Bercuit 14.

ONT COMPARU

- 1) Le **Conseil supérieur de la Justice**, institution de droit belge dont l'adresse est 67, rue de la Croix de Fer à 1000 Bruxelles.
- 2) L'**Inspection générale de la Justice**, institution de droit français placée auprès du garde des Sceaux, ministre de la Justice, dont l'adresse est 13, Place Vendôme, à 75042 Paris Cedex 01 (France).
- 3) **Consejo General del Poder Judicial (CGPJ)-General Council for the Judiciary**, institution de droit espagnol, dont l'adresse est 8, Marques de la Ensenada à 28004 Madrid (Espagne).
- 4) **General inspectorate of the italian Ministry of Justice**, institution de droit italien, dont l'adresse est Via Arenula n.70, à 00186 Rome (Italie).
- 5) **Conselho superior da Magistratura**, organisation publique de droit portugais, dont l'adresse est 23, rua Duque de Palmela à 1250-097 Lisboa (Portugal).
- 6) **Inspectia Judiciara/Judicial Inspectorate**, institution de droit roumain, dont l'adresse est 40 Regina Elisabeta, 050018 Bucuresti V (Roumanie).

Tous ici représentés par Madame Magali CLAVIE, domiciliée à 1330 Rixensart, avenue des Cerisiers, 12 A, en vertu de procurations demeurées annexées à l'acte reçu par le notaire soussigné le 19 mars 2019.

Lesquels déclarent

- avoir constitué en date du 19 mars 2019 une AISBL dénommée « Réseau Européen des Services d'Inspection de la Justice », en abrégé « RESIJ » ;
- que l'arrêté royal d'approbation n'a pas été obtenu avant la date d'entrée en vigueur du nouveau Code des sociétés et associations
- et en conséquence, modifier les statuts ainsi qu'il suit pour les adapter audit Code.

Lesquels comparants, représentés comme dit est, nous ont requis de dresser par les présentes les statuts de l'AISBL qu'ils déclarent constituer conformément au Code des sociétés et associations :

TITRE I : DENOMINATION, SIEGE, OBJET, OBJECTIFS ET ACTIVITES

Article 1 – Nom

1. Il est constitué une association internationale sans but lucratif d'utilité internationale dénommée « Réseau Européen des Services d'Inspection de la Justice », en abrégé « RESIJ », en anglais « European Network of Judicial Inspection Services », en abrégé « ENJIS ».
2. Cette association est régie par les dispositions du Code des sociétés et des associations.

Article 2 – Siège

Le siège social de l'association est établi en région de Bruxelles-Capitale.

Article 3 – Objet

1. L'association a pour objet d'optimiser la coopération entre les services exerçant des missions d'inspection de la Justice au sein des Etats membres de l'Union européenne et des Etats candidats à l'Union européenne, ainsi que de favoriser une bonne compréhension mutuelle entre eux.
2. L'association se consacre exclusivement et directement à des objectifs à caractère non lucratif d'utilité internationale.
3. Dans le contexte du développement uniforme de l'espace judiciaire européen, l'association a pour objectif la collaboration entre ses membres notamment sur les points suivants :
 - l'élaboration de standards communs d'évaluation de l'activité et du fonctionnement des systèmes judiciaires ;
 - la définition de garanties communes d'impartialité, de déontologie et de compétence dans l'exercice des missions ;
 - L'information et l'analyse des structures et compétences des membres, ainsi que les échanges entre eux ;
 - l'échange d'expériences relatives au type d'organisation des différents services d'inspection judiciaires et de leur fonctionnement ;
 - la contribution à l'évaluation de l'effectivité et de la qualité de la justice au niveau européen et notamment des instruments européens d'entraide judiciaire civile et pénale ;

- le développement et la mise en ligne d'outils favorisant les échanges d'information et des ressources numériques disponibles dans les pays et services d'inspection intéressés;
- la fourniture d'expertise, ainsi que la communication d'expériences et de propositions aux institutions de l'Union européenne et autres organisations nationales et internationales.

4. Dans toutes ses décisions, l'association ne porte pas préjudice à l'autonomie et aux compétences de ses membres. A cette fin, chaque membre de l'association a le droit d'exprimer qu'il ne se considère pas lié par une décision, à l'exception de celle qui concerne uniquement l'administration de l'association, lorsqu'il considère que la décision pourrait porter atteinte à son autonomie ou à ses compétences. Les décisions de l'assemblée générale et du Bureau exécutif mentionnent les noms des membres qui font usage de cette faculté.

Article 4 – Activités

1. L'association développe un programme annuel d'activités, spécifiquement consacré aux objectifs visés à l'article 3.
2. Chaque membre détermine la participation de ses représentants aux activités de l'association.

TITRE II : MEMBRES

Article 5 – Adhésion

1. L'adhésion est ouverte à tous les services exerçant des missions d'inspection de la justice dans les pays membres de l'Union européenne ou candidats à l'Union européenne.
2. Les demandes d'adhésion sont adressées au bureau exécutif qui les soumet à la plus prochaine assemblée générale. En cas d'objection motivée d'un membre, l'assemblée générale porte la question devant le Bureau exécutif qui formule une recommandation. L'admission d'un nouveau membre requiert une décision unanime de l'assemblée générale.
3. Les membres sont libres de demander le retrait de leur adhésion à tout moment. L'adhésion est retirée par simple notification écrite au Bureau exécutif. Tout membre qui met fin à son adhésion perd tout droit aux avantages de l'association.
4. Le Bureau exécutif peut proposer l'exclusion de membres de l'association pour manquements graves à l'objet et aux objectifs de l'association visés à l'article 3 des présents statuts, après avoir entendu la défense de l'intéressé. L'exclusion est décidée par l'assemblée générale à la majorité des trois quarts des membres présents à la réunion.
5. Tout membre a le droit de participer pleinement aux activités de l'association et en a le devoir dans les limites de ses moyens et conformément aux présents statuts et au règlement d'ordre intérieur.
6. Le statut d'observateur peut être accordé à leur demande à des organismes qui sont concernés par le contrôle et l'évaluation de la qualité de la justice et notamment :

- au ministère de la justice et aux organismes d'administration de la justice des pays membres de l'Union européenne lorsque les services tels que spécifiés à l'article 3.1 sont inexistant dans ces Etats ;
- aux services tels que spécifiés à l'article 3.1 des États candidats à l'Union européenne et des Etats membres de l'Espace économique européen ;
- aux institutions de l'Union européenne et aux organes consultatifs des organisations européennes et notamment du Conseil de l'Europe, qui traitent de matières liées à la justice.

Les demandes de participation en tant qu'observateur sont adressées au bureau exécutif qui les soumet à l'assemblée générale. Le statut d'observateur est accordé à l'unanimité par l'assemblée générale.

7. Les observateurs sont invités à participer aux réunions de l'assemblée générale sans droit de vote. Les observateurs peuvent également être invités à participer aux autres activités de l'association.

Article 6 – Cotisations

1. Les membres sont tenus de payer une cotisation annuelle qui sera utilisée pour couvrir les frais de fonctionnement de l'association. La cotisation annuelle est fixée chaque année par l'assemblée générale sur proposition du Bureau exécutif, en fonction des besoins l'association.
2. La cotisation annuelle ne peut dépasser un montant de 5.000 € par membre.
3. Les droits de vote du membre sont suspendus aussi longtemps que les cotisations dues ne sont pas payées.
4. Toute cotisation déjà payée n'est pas remboursée au membre qui retire son adhésion à l'association. Il sera également tenu au paiement de la cotisation pour l'année du retrait de sa qualité de membre.
5. Les modalités de fixation des cotisations annuelles, de leur paiement et de leur recouvrement sont fixées dans un règlement financier adopté par l'assemblée générale sur proposition du Bureau exécutif.

TITRE III : ORGANES DE L'ASSOCIATION

Article 7 – Les organes

1. L'association comprend une assemblée générale et un Bureau exécutif. L'assemblée générale fixe la politique et les activités de l'association. Le Bureau exécutif est l'organe d'administration de l'association conformément aux dispositions du Code des sociétés et des associations.
2. Le président du Bureau exécutif (dénommé « président » dans les présents statuts) est une personne physique agissant en son nom et au nom de l'association conformément aux dispositions des présents statuts et en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les dispositions de l'article 11 et de ceux que lui délègue, le cas échéant, le Bureau exécutif. Le président agit également en tant que président de l'association conformément aux pouvoirs que lui délègue, le cas échéant, l'assemblée générale.

Article 8 – L'assemblée générale

1. L'assemblée générale possède la plénitude des pouvoirs permettant la réalisation de l'objet et des objectifs de l'association.
2. L'assemblée générale est composée des représentants de chaque membre de l'association. Elle se réunit normalement au moins une fois l'an, avant le 30 juin de chaque année civile. Le président convoque les réunions de l'assemblée générale à l'endroit indiqué dans la convocation.
3. Le président convoque également à tout moment une assemblée générale à la demande d'au moins un cinquième des membres.
4. La convocation est transmise par courrier électronique ou tout autre moyen de communication au moins 30 jours avant la réunion de l'assemblée générale. La convocation contient l'ordre du jour qui est fixé par le Bureau exécutif.
5. L'assemblée générale est présidée par le président ou par un membre du Bureau exécutif (tel que défini à l'article 10.1) que le président désigne à cette fin.
6. L'assemblée générale élit la personne qui exercera la fonction de président de l'association. Elle élit également les membres du Bureau exécutif conformément aux dispositions des présents Statuts. Elle peut révoquer, aux majorités fixées pour la modification des statuts, les personnes ainsi désignées.
7. L'assemblée générale est compétente pour déterminer la politique et les activités de l'association.
8. Sur la proposition du Bureau exécutif, l'assemblée générale :
 - établit les commissions et les groupes de travail sur des thèmes spécifiques relatifs aux activités ou à l'organisation de l'association,
 - désigne les membres qui composent les commissions et les groupes de travail et fixe la durée de ces derniers,
 - fixe les modalités pour faciliter et optimiser la participation des membres dans les commissions et groupes de travail.
9. L'assemblée générale est compétente pour modifier les Statuts. Elle fixe le règlement financier, ainsi que les règles de procédure et le règlement d'ordre intérieur pour tous les organes de l'association.
10. L'assemblée générale approuve les budgets et les comptes

Article 9 – Quorum et vote à l'assemblée générale

1. L'assemblée générale délibère valablement si au moins la moitié de ses membres est présente.
2. Chaque membre de l'association dispose d'une voix.
3. L'assemblée générale décide à la majorité des voix exprimées, à l'exception:
 - des matières visées à l'article 5 et selon les majorités exigées,
 - des modifications des Statuts, de l'adoption et des amendements des règles de procédure et du règlement d'ordre intérieur, de la fixation du montant des cotisations annuelles et du règlement financier visés à l'article 7 et de la dissolution de l'association, qui doivent être approuvés à la majorité des trois quarts des votes exprimés.
4. Sur proposition du Bureau exécutif, le président peut consulter tous les membres de l'association par e-mail ou par vidéoconférence. Dans ce cas, la décision est adoptée si :
 - au moins une majorité des membres s'expriment formellement par e-mail dans le délai fixé par le président et si,

- la majorité des membres qui se sont exprimés approuve le texte proposé.

Le texte du présent article 10.4 est toujours joint à l'e-mail de consultation.

5. Les procès-verbaux et les décisions de l'assemblée générale sont inscrits dans un registre signé par le président et conservé par ses soins. Le président les communique à tous les membres.

Article 10 – Le Bureau exécutif

1. Le Bureau exécutif est composé du président et de trois membres. Ces membres (dénommés « membres du Bureau exécutif » dans les présents statuts) sont élus par l'assemblée générale pour un mandat de deux ans renouvelable une fois. Les membres du Bureau exécutif prennent leurs fonctions immédiatement après l'assemblée générale lors de laquelle ils sont élus.

2. Tout membre du Bureau exécutif qui ne peut continuer d'exercer son mandat est remplacé par un autre membre élu conformément aux règles de procédure lors de l'assemblée générale suivante.

3. Tout membre du Bureau exécutif peut déléguer tout ou partie de ses fonctions à un représentant désigné. Celui-ci doit être membre de l'institution nationale qu'il représente. Tout membre du Bureau exécutif peut remplacer son représentant désigné au cours de son mandat au Bureau exécutif moyennant un préavis de 30 jours signifié au président.

4. Le Bureau exécutif est une instance collégiale. Il est investi de tous les pouvoirs qui lui sont attribués explicitement par les présents statuts. Sans préjudice de ses autres pouvoirs au titre des présents statuts, le Bureau exécutif :

a. prend toutes les mesures requises pour réaliser le programme d'activités de l'association ;

b. est chargé de veiller au bon fonctionnement du secrétariat ;

c. est chargé de convoquer et préparer les assemblées générales ordinaires ou extraordinaires ;

d. soumet toutes déclarations et prises de position à l'assemblée générale, et

e. soumet un rapport annuel de ses activités à l'assemblée générale.

5. Les convocations sont transmises par courrier électronique ou tout autre moyen de communication. L'ordre du jour des réunions du Bureau exécutif est fixé par le président. Chaque membre du Bureau exécutif peut demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour. Chaque membre de l'association dispose de ce même pouvoir ; dans ce cas, il peut présenter ce point lors de la réunion du Bureau exécutif. Si la moitié au moins des membres du Bureau exécutif en demandent la convocation, le président le convoque dans un délai de 35 jours à dater de ladite demande.

6. Le Bureau exécutif ne peut valablement délibérer que si trois de ses membres participent à la délibération. Le cas échéant, il peut être procédé à une délibération par voie électronique.

7. Les décisions du Bureau exécutif sont prises à la majorité des membres. En cas de parité des voix, le président dispose d'une voix prépondérante. Les décisions sont inscrites dans un registre signé par le président et conservé par ses soins. Le président les communique aux membres de l'association.

8. Lorsqu'il est absent, le président désigne un membre du Bureau exécutif pour le remplacer.
9. En cas de décès ou de démission du président ou si ce dernier devient incapable d'exercer les charges de la présidence, le Bureau exécutif désigne en son sein la personne qui fera fonction de président jusqu'à l'élection d'un nouveau président.
10. Si le président cesse d'être membre de son institution nationale, un nouveau président doit être élu si le terme du mandat du président sortant est supérieur à 6 mois après la date à laquelle il cesse d'être membre de son institution nationale.
11. Si un des événements visés aux articles 10.09 et 10.10 se produit, le Bureau exécutif fixe la date de la réunion de l'assemblée générale au cours de laquelle un nouveau président sera élu et la période d'exercice de la présidence par le nouveau président sera décidée.
12. S'il échet, le Bureau exécutif fixe la date à laquelle le président sortant cessera d'exercer effectivement la présidence.

Article 11 - Représentation

1. Le Bureau exécutif représente l'association dans tous les domaines juridiques et autres. Il représente l'association par le biais d'une majorité de ses membres et du président.
2. Sans préjudice du pouvoir général de représentation du Bureau exécutif, le président peut agir pour l'association ou en son nom et peut la représenter dans tous les domaines juridiques et autres, y compris dans ses relations avec les institutions de l'Union européenne.
3. Le président ou une majorité de membres du Bureau exécutif signent valablement tous instruments écrits au nom de l'association. Le Bureau exécutif peut, sur autorisation écrite, déléguer à l'un de ses membres ou à un membre du secrétariat l'autorité d'agir ou de signer en son nom.

TITRE IV : FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION

Article 12 – Le secrétariat

1. L'association peut décider de mettre en place un secrétariat permanent qui ne dépend pas d'un membre. Le cas échéant, ce secrétariat fonctionnera comme une unité administrative sous l'autorité du Bureau exécutif.
2. En l'absence d'un secrétariat permanent, le secrétariat est organisé selon les modalités décidées par le bureau exécutif.

Article 13 – Les rémunérations

Ni le président, ni aucun membre de l'assemblée générale, du Bureau exécutif, ni aucun participant à une activité, ne sont rémunérés par l'association pour l'exercice de leur mandat au sein de l'association. Les frais exposés peuvent être remboursés conformément aux dispositions reprises dans le règlement financier ou d'ordre intérieur.

TITRE V : BUDGETS ET COMPTES

Article 14 – Le budget annuel et l’administration des comptes

1. L’exercice social commence le 1er janvier et se clôture le 31 décembre.
2. Les moyens financiers pour les activités et le fonctionnement de la structure et de l’administration de l’association sont utilisés sous la responsabilité du Bureau exécutif, lequel en rend compte à l’assemblée générale.
3. Les contributions en nature et en argent pour des projets et des activités sont fixées par des accords individuels entre les participants au projet. De tels accords sont portés à la connaissance de tous les membres.
4. Le Bureau exécutif élabore un budget annuel pour les frais de fonctionnement de l’association, qui est approuvé par l’assemblée générale pour l’année civile suivante. Le Bureau exécutif soumet le compte de l’exercice écoulé à l’approbation de l’assemblée générale.
5. Tous les deux ans, l’assemblée générale désigne en son sein deux commissaires aux comptes, lesquels font rapport à l’assemblée générale lors de l’approbation du compte de l’exercice écoulé.
6. Le cas échéant, et en tous les cas lorsque la loi l’exige et dans les limites qu’elle prévoit, le contrôle de l’association est assuré par un ou plusieurs commissaires, nommés parmi les membres de l’Institut des réviseurs d’entreprises par l’Assemblée Générale.

TITRE VI : MODIFICATION AUX STATUTS ET DISSOLUTION DE L’ASSOCIATION

Article 15 – Modification aux Statuts et dissolution de l’association

1. Sans préjudice des dispositions du Code des sociétés et des associations, toute proposition ayant pour objet une modification aux statuts ou la dissolution de l’association doit émaner du Bureau exécutif ou d’au moins un cinquième des membres de l’association.
2. Dans les trois mois de la demande, le Bureau exécutif doit porter cette proposition à la connaissance des membres de l’association ainsi que la date de l’assemblée générale qui statuera sur ladite proposition.
3. Aucune décision ne sera acquise si elle n’est votée à la majorité des trois quarts des votes exprimés dans l’assemblée générale.
4. Toutefois, si moins des trois quarts des membres effectifs de l’association sont présents à cette assemblée générale, une nouvelle assemblée générale sera convoquée dans les mêmes conditions que ci-dessus, qui statuera définitivement et valablement sur la proposition en question, à la même majorité des trois quarts des voix, quel que soit le nombre des membres présents.
5. Les modifications aux statuts n’auront d’effet qu’après approbation par l’autorité compétente conformément au Code des sociétés et des associations, et qu’après publication aux Annexes du Moniteur belge, conformément audit Code.
6. En cas de dissolution de l’association, l’actif net éventuel après liquidation sera affecté à une fin désintéressée déterminée par l’assemblée générale, avec la majorité prescrite au point 3 du présent article.

VII. DISPOSITIONS GENERALES

Article 16 – Autres règles applicables

Tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts et notamment les formalités de publicité sera réglé conformément aux règles de procédure et au règlement d'ordre intérieur adoptés par l'assemblée générale, ou conformément aux dispositions du Code des sociétés et des associations. »

Nominations :

Lesquels comparants nous déclarent confirmer, pour autant que de besoin, les nominations intervenues aux termes de l'acte du 19 mars 2019 des membres du bureau exécutif et du Président du Bureau exécutif comme suit :

A) Sont désignés en qualité de de membres du Bureau exécutif pour une durée de deux ans :

1) Monsieur Jean-François BEYNEL, né à Limoges (France), le 7 mai 1962, domicilié à 75017 Paris (France), rue de Rome, 119.

Inspecteur général, chef de l'Inspection Générale de la Justice (France) ;

2) Madame Magali CLAVIE, née à Watermael-Boitsfort, le 9 juin 1970, domiciliée à 1330 Rixensart, avenue des Cerisiers, 12 A, Présidente de la Commission d'avis et d'enquête réunie du Conseil supérieur de la Justice (Belgique) ;

3) Monsieur Mario BELO MORGADO, né le 12 octobre 1956, domicilié Rua Duque de Palmela, 23, à 1250-097 Lisboa (Portugal), Vice-Président du Conseil supérieur de la Magistrature du Portugal, Juge conseiller.

4) Monsieur Andrea Nocera, né à Napoli, le 24 février 1965, domicilié à 80123 Napoli, Via Francesco Petrarca 141/L, Chef de l'inspection Générale du Ministère italien de la Justice.

B) Est désigné en qualité de Président du Bureau exécutif pour une durée de deux ans :

Monsieur Jean-François BEYNEL, Inspecteur général, chef de l'Inspection Générale de la Justice (France). »

ATTESTATION NOTARIEE

Le notaire atteste le respect des dispositions prévues par le Code des sociétés et des associations.

DECLARATION

Après avoir entendu lecture par le notaire instrumentant de l'article 9 paragraphe 1 alinéa 2 de la loi de ventôse libellé comme suit : « Lorsqu'il constate l'existence d'intérêts contradictoires ou d'engagements disproportionnés, le notaire attire l'attention des parties et les avise qu'il est loisible à chacune d'elles de désigner un autre notaire ou de se faire assister par un conseil. Le notaire en fait mention dans l'acte notarié. », les parties déclarent avoir été averties dudit droit par le notaire instrumentant.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

DONT PROCES-VERBAL.

Fait et clos date et lieu que dessus.

Et après lecture intégrale et commentée, les membres présents ou représentés comme dit est ont signé avec Nous, notaire.

Suivent les signatures

Pour l'acte avec n° de répertoire 2019/0984, passé le 5 juin 2019

FORMALITÉS DE L'ENREGISTREMENT

Enregistré dix rôles, renvois,
au Bureau Sécurité Juridique Ottignies-Louvain-La-Neuve le 14 juin 2019
Référence ACP (5) Volume 0 Folio 0 Case 6970.
Droits perçus: cinquante euros (€ 50,00).
Le receveur



RÉSEAU EUROPÉEN
DES SERVICES D'INSPECTION
DE LA JUSTICE

Statutes, Rules and Regulations of the
International Not-For-Profit Association, the
“European Network of Justice Inspection
Services”

Chapter I. NAME, REGISTERED OFFICE, AIM, OBJECTIVES AND ACTIVITIES

Article 1 – Name

1. An international not-for-profit association is hereby established under the name of the “European Network of Justice Inspection Services”, abbreviated to “ENJIS” or, in French, “Réseau Européen des Services d’Inspection de la Justice”, abbreviated to “RESIJ”.
2. This Association is governed by the provisions of the Company and Associations Code.

Article 2 – Registered Office

The registered office of the Association shall be in the judicial district of Brussels.

Article 3 – Aim

1. The aim of the Association is to improve cooperation between, and good mutual understanding amongst, the national Judicial Inspection Services of European Union Member States and European Union candidate states.
2. The Association shall exclusively and directly pursue international objectives of a non-profit making nature.
3. Within the framework of the creation of the European Judicial Area, the objective of the Association is to foster co-operation between its members on the following matters:
 - the development of common standards for the evaluation of the activity and operation of judicial systems;
 - the definition of common guarantees of impartiality, ethics and competence in the performance of evaluation missions;
 - information and analysis of the structures and competencies of members, and exchanges between them;
 - the exchange of experiences relating to the type of organisation of the different judicial inspection services and their operation;
 - contributing to the evaluation of the efficiency and quality of justice at European level, and in particular of the European instruments concerning mutual assistance in criminal and civil matters;
 - the development and posting online of tools promoting exchanges of information and digital resources available in the countries and inspection services concerned;
 - the provision of expertise and the communication of experiences and proposals to the EU institutions and other national and international organisations.
4. No decision taken by the Association shall prejudice the independence and the competencies of its individual members. To this end, members of the Association have the right to express that they do not consider themselves to be bound by a decision, other than a decision concerning solely the administration of the Association, if they consider that the

decision could undermine their independence or competencies. Any decision of the General Assembly or of the Executive Board shall record the names of any such members.

Article 4 – Activities

1. The Association shall develop an annual programme of activities specifically related to the objectives in Article 3.
2. Each member shall determine the participation of its representatives in the activities of the Association.

Chapter II. MEMBERS

Article 5 – Membership

1. 1. Membership is open to all the judicial inspection services of European Union Member States and Candidate States.
2. Applications for membership must be sent to the Executive Board, which will then submit them to the next General Assembly. If there is a reasoned objection by any member, the General Assembly shall refer the issue to the Executive Board which shall make a recommendation. Admission of a new member shall require the unanimous agreement of the General Assembly.
3. Members are free to resign from membership at any time. Membership terminates on notification in writing to the Executive Board. Any member that resigns forfeits any rights to any of the benefits of Association membership.
4. The Executive Board may propose the expulsion of a member of the Association if they have committed serious breaches of the aims and objectives of the Association as set out in Articles 3 and 4 above. The Executive Board must first give the member in question the opportunity to state their position. Any expulsion must be decided on by the General Assembly by a three-quarters majority of the members present at that meeting.
5. Each member is entitled to participate fully in the activities of the Association, and has a duty to participate in them to the best of their ability and in accordance with these Statutes and the internal regulations.
6. Observer status may be granted on request to bodies concerned with the monitoring and evaluation of the quality of the justice system, and in particular:
 - to the Justice Ministries and justice administration bodies of European Union Member States if services such as those specified in article 3.1 do not exist in those States;
 - to services such as those specified in article 3.1 of European Union Candidate States and Member States of the European Economic Area;
 - to the institutions of the European Union and to the advisory bodies of European organisations, and in particular of the Council of Europe, which deal with matters related to justice.

Applications to attend as an observer must be sent to the Executive Board, which will submit them to the General Assembly. Observer status shall be granted by the unanimous decision of the General Assembly.

7. Observers are invited to attend meetings of the General Assembly without the right to vote. Observers may also be invited to attend other activities of the Association.

Article 6 – Subscriptions

1. Members shall pay an annual membership fee which will be used to cover the operating costs of the Association. The membership fee shall be decided annually by the General Assembly, on a proposal from the Executive Board, based on the Association's needs.

2. The annual membership fee per European Union Member State may not exceed the sum of € 5,000.

3. A member shall not enjoy voting rights at any time whilst any membership fees payable remain unpaid.

4. Any member that resigns from membership of the Association shall not be entitled to be reimbursed any membership fees already paid and shall be liable to pay the membership fee for the year in which they resign.

5. Further arrangements for deciding annual membership fees, their payment and collection may be laid down in financial regulations adopted by the General Assembly on the proposal of the Executive Board.

Chapter III. BODIES OF THE ASSOCIATION

Article 7 – Bodies

1. The Association shall consist of a General Assembly and an Executive Board. The General Assembly determines the policy and activities of the Association. The Executive Board is the governing body of the Association in accordance with the provisions of the Company and Associations Code.

2. The President of the Executive Board (referred to in these Statutes as the "President") shall be a natural person and shall act on his/her own behalf and on behalf of the Association in accordance with the provisions of these Statutes and with the powers delegated to him/her by Article 11 and by the Executive Board, as required. The President shall also act as President of the Association in accordance with the powers delegated to him by the General Assembly as required.

Article 8 – General Assembly

1. The General Assembly has all the powers necessary to achieve the aims and objectives of the Association.
2. The General Assembly shall comprise representatives of each member of the Association. It shall normally meet at least once, before 30th June in each calendar year. The meetings of the General Assembly shall be convened by the President, at the venue indicated in the convening notice.
3. The President shall also convene a meeting of the General Assembly at any time at the request of at least one-fifth of the members.
4. Any meeting of the General Assembly shall be convened by letter, fax, electronic mail or by any other suitable means of communication at least 30 days before the date of the General Assembly. The convening documents shall include the agenda, which shall be decided by the Executive Board.
5. The Presidency of the meetings of the General Assembly shall be held by the President or by a Board Member (as defined in Article 10.1) whom the President appoints for that purpose.
6. The General Assembly shall elect the person who is to act as President of the Association. It shall also elect the other Board Members in accordance with the provisions of these Statutes.
7. The General Assembly has the power to determine the policy and activities of the Association.
8. On the proposal of the Executive Board, the General Assembly:
 - may set up committees and working groups on specific themes in relation to the activities of or the organisation of the Association;
 - shall decide the membership of the committees and of the working groups as well as their duration;
 - shall decide how to enable and maximise the participation of the members in the committees and working groups.
9. The General Assembly has the power to amend the Statutes. It shall decide the financial regulations, the internal regulations and the Rules of Procedure for all bodies of the Association.

10. The General Assembly shall approve the budget and the accounts.

Article 9 – Quorum and Voting in the General Assembly

1. The General Assembly shall be quorate when at least half of the members of the General Assembly are present.
2. Each individual member shall have six votes.

3. The General Assembly shall act on the basis of a simple majority of the votes cast, with the exception of:

- the matters specified in Article 5 that require differing majorities;
- changes to these Statutes, the adoption and the amendment of the Internal Rules and Rules of procedure, the determination of the amount of the annual membership fee and the financial regulation specified in Article 7, and the dissolution of the Association, all or any of which must be decided by at least three-quarters of the votes cast.

4. On the proposal of the Executive Board, the President shall consult all members by email. If he does so, a decision will be adopted if:

- at least a majority of the members formally respond by email or by fax within the time limit specified by the President; and,
- the majority of those members approve the particular proposal.

The text of this Article 10.4 shall always be attached to the email commencing the consultation process.

5. The decisions and the minutes adopted by the General Assembly shall be recorded by the President in a register and kept by him. The President shall communicate them to all members.

Article 10 – The Executive Board

1. The Executive Board shall consist of the President and three members. These members (referred to in these Statutes as “Executive Board Members”) are to be elected by the General Assembly for a term of office of two years, renewable once. The Board Members shall take office immediately following the General Assembly at which they are elected.

2. Any Board Member who is not able to continue as such shall be replaced by another member elected in accordance with the Rules of Procedure at the following General Assembly.

3. Any Board Member may delegate all or some of his functions to a nominated representative. A nominated representative must be a member of the national institution that he represents. A Board Member may replace his nominated representative during his period of membership of the Executive Board by giving 30 days’ notice to the President.

4. The Executive Board shall function as a collegial board. The Executive Board shall have all powers that are expressly vested in it by these Statutes. Notwithstanding its other powers in these Statutes, the Executive Board shall:

- a. take all necessary measures for the implementation of the Association’s programme of activities;
- b. be responsible for ensuring the proper functioning of the Office;

- c. be responsible for calling and preparing ordinary or special meetings of the General Assembly;
 - d. propose statements and policy positions to the General Assembly;
 - e. submit an annual report of its activities to the General Assembly.
5. A meeting of the Executive Board shall be convened by the President by letter, fax, electronic mail or by any other suitable means of communication. The agenda of the meetings shall be decided by the President. Every Board Member shall have the right to propose items for inclusion on the agenda for the meeting. Any member of the Association shall also have the right to propose an item for inclusion on the agenda for the meeting and, should they do so, shall be entitled to introduce the item at the relevant Executive Board meeting. If at least half the Board Members request a meeting of the Executive Board, the President shall call a meeting within 35 days of the request.
6. The Executive Board's deliberations shall only be valid if three of its members are present. If necessary, deliberations may take place using electronic means.
7. Decisions of the Executive Board require a majority vote of the Board Members. In the case of a tied vote, the President shall have a second and casting vote. The decisions shall be recorded in a register signed by the President and kept by him. The President shall communicate them to the members of the Association.
8. In the event of his absence, the President may appoint a Board Member to replace him.
9. In the event of the death or resignation of the President, or if the President is unable to carry out his duties, the Executive Board shall appoint, from its members, the individual who will act as president until a new President is elected.
10. If the President ceases to be a member of his national institution, a new President must be elected if the remainder of the term of office of the outgoing President would have lasted more than 6 months after the date of cessation of his membership.
11. Should any of the events set out in Articles 10.09 or 10.10 occur, the Executive Board shall fix the date of the meeting of the General Assembly at which a new President shall be elected and the period of office of the new President shall be decided.
12. The Executive Board shall, if necessary, fix the date on which an outgoing President shall cease to hold office.

Article 11 – Representation

1. The Executive Board shall represent the Association in all legal and other matters. It represents the Association through the majority of the Board members and the President.
2. Without prejudice to the general representative authority of the Executive Board, the President may act for and on behalf of the Association and may represent it in all legal and other matters, including in its dealings with the institutions of the European Union.

3. Written instruments may be signed on behalf of the Association either by the President or by a majority of the Board Members. The Executive Board may, by way of written authority, delegate powers to one of its members or a member of staff of the Office to act on its behalf or to sign on its behalf.

IV. FUNCTIONING OF THE ASSOCIATION

Article 12 – The Office

1. The Association may decide to establish a Permanent Office independent of any member of the Association. If necessary, the Office shall function as an administrative unit under the authority of the Executive Board.
2. In the absence of a Permanent Office, the Office shall be organised in accordance with the procedures decided by the Executive Board.

Article 13 – Remuneration

Neither the President nor any member of the General Assembly nor any Board Member, nor any participant in an activity shall be remunerated by the Association for the exercise of their mandate within the Association. Expenses incurred may be reimbursed in accordance with the provisions set out in the Financial Regulations.

V. BUDGETS AND ACCOUNTS

Article 14 – Annual Budget and administration of the accounts

1. The financial year shall commence on 1 January and end on 31 December.
2. The funds of the Association shall be used for the purpose of financing the structure and the administration of the Association under the direction of the Executive Board, which shall be accountable to the General Assembly.
3. Contributions for specific projects and activities in kind and money shall be fixed by individual agreement between participants in the project. All such agreements shall be brought to the knowledge of all members.
4. The Executive Board shall draw up an annual budget for the running costs for the following calendar year, which shall be presented to the General Assembly for approval. The Executive Board shall submit the previous year's accounts to the General Assembly for approval.
5. Every two years, the General Assembly shall appoint two auditors who shall present their report each year to the General Assembly when the accounts are submitted for approval.
6. If necessary, and in any case when required by law and within the limits it provides, the supervision of the association is carried out by one or more auditors, appointed by the General Assembly from among the members of the Institute of Company Auditors.

VI. MODIFICATION OF THE STATUTES AND DISSOLUTION OF THE ASSOCIATION

Article 15 – Modification of the Statutes and Dissolution of the Association

1. Without prejudice to the provisions of the Company and Associations Code, any proposal to modify the Statutes of the Association or which may lead to the dissolution of the Association must come from the Executive Board or at least one-fifth of the members of the Association.
2. Within three months of such a proposal being made, the Executive Board must inform the members of the Association of the proposal and of the date of the General Assembly that will consider it.
3. No decision shall be valid unless it is approved by a majority of three-quarters of the votes cast in the General Assembly.
4. However, if less than three-quarters of members of the Association are present at this meeting of the General Assembly, a new meeting of the General Assembly shall be convened under the same conditions as above which shall take a definitive and valid decision on the proposal in question, with the same majority of three-quarters of the votes cast, irrespective of the number of members present.
5. Modifications to the Statutes of the Association shall not become effective until approved by the competent authority in accordance to the Company and Associations Code, and until published in the Appendices of the Belgian Monitor in accordance to said Code.
6. In the event of the dissolution of the Association, net assets after liquidation shall be allocated to a non-profit activity determined by the General Assembly, with the same majority stipulated in article 16.3 above.

VII. GENERAL PROVISIONS

Article 16 – Other applicable rules

Any matter not covered by these Statutes, and in particular the formalities relating to their publication, shall be regulated by the Rules of Procedure and the Internal Regulations adopted by the General Assembly, or in accordance with the provisions of Company and Associations Code.

ROYAUME DE BELGIQUE
SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE



DIRECTION GENERALE DE LA
LEGISLATION ET DES LIBERTES
ET DROITS FONDAMENTAUX

WL 22/17.173

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des sociétés et des associations,
articles 2:6, § 3 et 10:1 ;

Vu les requêtes du 19 mars 2019 et du 6
juin 2019 par lesquelles l'association
internationale en formation «Réseau
Européen des Services d'Inspection de la
Justice», en abrégé «RESIJ», en anglais
«European Network of Judicial Inspection
Services», en abrégé «ENJIS», à 1000
Bruxelles, demande la personnalité
juridique ;

Vu les actes authentiques du 19 mars 2019
et du 5 juin 2019 ;

Vu la conformité du but avec l'article 10:1
du Code précité ;

Sur la proposition du Ministre de la
Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

KONINKRIJK BELGIE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE



DIRECTORAAT-GENERAAL
WETGEVING, FUNDAMENTELE
RECHTEN EN VRIJHEDEN

WL 22/17.173

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van vennootschappen
en verenigingen, artikelen 2:6, § 3 en 10:1 ;

Gelet op de verzoekschriften van 19 maart
2019 en van 6 juni 2019 waarbij de
internationale vereniging in oprichting
«Réseau Européen des Services d'Inspection
de la Justice», afgekort «RESIJ», in het
Engels «European Network of Judicial
Inspection Services», afgekort «ENJIS», te
1000 Brussel, de rechtspersoonlijkheid
aanvraagt ;

Gelet op de authentieke akten van 19 maart
2019 en van 5 juni 2019 ;

Gelet op de overeenstemming van het doel
met artikel 10:1 van voormelde Wetboek ;

Op de voordracht van de Minister van
Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Article 1^{er}.- La personnalité juridique est accordée à l'association internationale «Réseau Européen des Services d'Inspection de la Justice», en abrégé «RESIJ», en anglais «European Network of Judicial Inspection Services», en abrégé «ENJIS», dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, rue de la Croix de Fer, 67.

Artikel 1.- Aan de internationale vereniging «Réseau Européen des Services d'Inspection de la Justice», afgekort «RESIJ», in het Engels «European Network of Judicial Inspection Services», afgekort «ENJIS», waarvan de zetel gevestigd is te 1000 Brussel, Ijzerenkruisstraat, 67, wordt de rechtspersoonlijkheid verleend.

Art. 2. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 2. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Bruxelles, le 12 juillet 2019.

Brussel, 12 juli 2019.

(s.) PHILIPPE

FILIP (g.)

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,

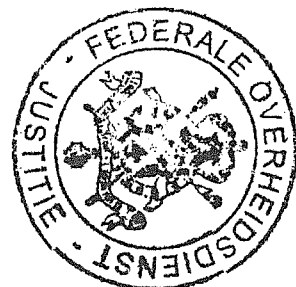
(s.) K. GEENS. (g.)

Pour expédition conforme :
L'Assistante administrative,

Voor eensluidende uitgifte :
De administratieve Assistente,



Edmée CHRETIEN



ROYAUME DE BELGIQUE
SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE



DIRECTION GENERALE DE LA
LEGISLATION ET DES LIBERTES
ET DROITS FONDAMENTAUX

WL 22/17.173

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des sociétés et des associations,
articles 2:6, § 3 et 10:1 ;

Vu les requêtes du 19 mars 2019 et du 6
juin 2019 par lesquelles l'association
internationale en formation «Réseau
Européen des Services d'Inspection de la
Justice», en abrégé «RESIJ», en anglais
«European Network of Judicial Inspection
Services», en abrégé «ENJIS», à 1000
Bruxelles, demande la personnalité
juridique ;

Vu les actes authentiques du 19 mars 2019
et du 5 juin 2019 ;

Vu la conformité du but avec l'article 10:1
du Code précité ;

Sur la proposition du Ministre de la
Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

KONINKRIJK BELGIE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE



DIRECTORAAT-GENERAAL
WETGEVING, FUNDAMENTELE
RECHTEN EN VRIJHEDEN

WL 22/17.173

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van vennootschappen
en verenigingen, artikelen 2:6, § 3 en 10:1 ;

Gelet op de verzoekschriften van 19 maart
2019 en van 6 juni 2019 waarbij de
internationale vereniging in oprichting
«Réseau Européen des Services d'Inspection
de la Justice», afgekort «RESIJ», in het
Engels «European Network of Judicial
Inspection Services», afgekort «ENJIS», te
1000 Brussel, de rechtspersoonlijkheid
aanvraagt ;

Gelet op de authentieke akten van 19 maart
2019 en van 5 juni 2019 ;

Gelet op de overeenstemming van het doel
met artikel 10:1 van voormelde Wetboek ;

Op de voordracht van de Minister van
Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Article 1^{er}.- La personnalité juridique est accordée à l'association internationale «Réseau Européen des Services d'Inspection de la Justice», en abrégé «RESIJ», en anglais «European Network of Judicial Inspection Services», en abrégé «ENJIS», dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, rue de la Croix de Fer, 67.

Artikel 1.- Aan de internationale vereniging «Réseau Européen des Services d'Inspection de la Justice», afgekort «RESIJ», in het Engels «European Network of Judicial Inspection Services», afgekort «ENJIS», waarvan de zetel gevestigd is te 1000 Brussel, IJzerenkruisstraat, 67, wordt de rechtspersoonlijkheid verleend.

Art. 2. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 2. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Bruxelles, le 12 juillet 2019.

Brussel, 12 juli 2019.

(s.) PHILIPPE

FILIP (g.)

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,

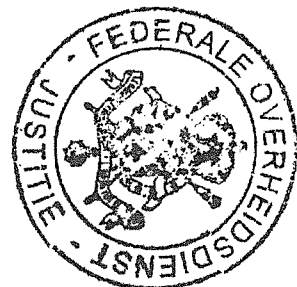
(s.) K. GEENS. (g.)

Pour expédition conforme :
L'Assistante administrative,

Voor eensluidende uitgifte :
De administratieve Assistente,



Edmée CHRETIEN



Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe

Dépôt / Reçu

Réserve
au
Moniteur
belge

Obligatoire de remplir :
N° d'entreprise (sauf
constitution), nom, forme légale
siège(s) (rue, n° code postal,
localité)

13 SEP. 2019

au greffe du tribunal de l'entreprise
francophone de Bruxelles
Greffe

N° d'entreprise :
Nom

(en entier) : **Réseau Européen des Services d'Inspection de la
Justice**

**En anglais « European Network of Judicial Inspection Services » en abrégé «
ENJIS».**

(en abrégé) : **RESIJ**

Forme légale : **Association internationale sans but lucratif d'utilité internationale**

Adresse complète du siège : **1000 Bruxelles, rue de la Croix de Fer 67**

Objet de l'acte : CONSTITUTION

D'un procès-verbal dressé par Pierre NICAISE notaire à la résidence de Grez-Doiceau, exerçant sa fonction dans la société " NICAISE, COLMANT & LIGOT, Notaires associés ", ayant son siège à 1390 Grez-Doiceau, Allée du Bois de Bercuit 14 le 05 juin 2019, portant à la suite « Enregistré au Bureau Sécurité Juridique Ottignies-Louvain-la-Neuve le 14 juin 2019, Référence ACP (5) Volume 0 Folio 0 Case 6970. Droits perçus : cinquante euros (€ 50,00). Le receveur, de l'association internationale sans but lucratif d'utilité internationale « Réseau Européen des Services d'Inspection de la Justice », en abrégé « RESIJ », dont la personnalité juridique a été accordée par arrêté royal du 12 juillet 2019, dont le siège social sera situé à 1000 Bruxelles, rue de la Croix de Fer 67, il est extrait ce qui suit :

FONDATEURS

- 1) Le Conseil supérieur de la Justice, institution de droit belge dont l'adresse est 67, rue de la Croix de Fer à 1000 Bruxelles.
- 2) L'Inspection générale de la Justice, institution de droit français placée auprès du garde des Sceaux, ministre de la Justice, dont l'adresse est 13, Place Vendôme, à 75042 Paris Cedex 01 (France).
- 3) Consejo General del Poder Judicial (CGPJ)-General Council for the Judiciary, institution de droit espagnol, dont l'adresse est 8, Marques de la Ensenada à 28004 Madrid (Espagne).
- 4) General inspectorate of the Italian Ministry of Justice, institution de droit italien, dont l'adresse est Via Arenula n.70, à 00186 Rome (Italie).
- 5) Conselho superior da Magistratura, organisation publique de droit portugais, dont l'adresse est 23, rua Duque de Palmela à 1250-097 Lisboa (Portugal).
- 6) Inspectoria Judiciara/Judicial Inspectorate, institution de droit roumain, dont l'adresse est 40 Regina Elisabeta, 050018 Bucuresti V (Roumanie).

Lesquels comparants nous ont requis de dresser par les présentes les statuts de l'ASBL qu'ils déclarent constituer conformément au Code des sociétés et associations :

TITRE I : DENOMINATION, SIEGE, OBJET, OBJECTIFS ET ACTIVITES

Article 1 – Nom

1. Il est constitué une association internationale sans but lucratif d'utilité internationale dénommée « Réseau Européen des Services d'Inspection de la Justice », en abrégé « RESIJ », en anglais « European Network of Judicial Inspection Services », en abrégé « ENJIS ».

2. Cette association est régie par les dispositions du Code des sociétés et des associations.

Article 2 – Siège

Le siège social de l'association est établi en région de Bruxelles-Capitale.

Article 3 – Objet

1. L'association a pour objet d'optimiser la coopération entre les services exerçant des missions d'inspection de la Justice au sein des Etats membres de l'Union européenne et des Etats candidats à l'Union européenne, ainsi que de favoriser une bonne compréhension mutuelle entre eux.

2. L'association se consacre exclusivement et directement à des objectifs à caractère non lucratif d'utilité internationale.

3. Dans le contexte du développement uniforme de l'espace judiciaire européen, l'association a pour objectif la collaboration entre ses membres notamment sur les points suivants :

Mentionner sur la dernière page du Volet :

Au recto Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers
Au verso Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »)



FACTURE

Nicaise, Colmant & Ligot
soc. civ. SPRL

Allée du bois de Bercuit 14

1390 Grez-Doliceau

010 84 81 50

010 84 19 18

email: gd@ncinotaires.be

TVA: BE0477.430.931 RPM Brabant wallon div Nivelles

Numéro FACT 20190564
Notre réf. S19959/2181800

Date 19/03/2019
Date TVA 19/03/2019

**Réseau Européen des services d'inspection de la
Justice RESIJ AISBL**

Rue de la Croix de Fer 67

1000 Bruxelles

Ce document se rapporte au dossier n° 2181800 (CONST AISBL Réseau Européen des services d'inspection de la Justice)
dont l'acte a été passé le 19/03/2019

Description	Tva%	Montant hors TVA
Honoraires	21	€ 500,00
Frais divers	21	€ 742,86
Base d'imposition	Tva%	Montant de la TVA
€ 1.242,86	21	€ 261,00
Total de la facture		€ 1.503,86

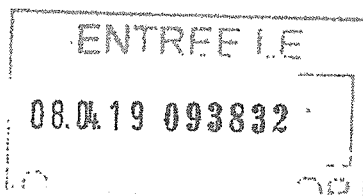
Frais considérés comme débours (*)

Description	Montant
Débours: Enregistrement droit fixe	€ 50,00
Débours: Droit fixe pour les annexes	€ 100,00
Débours: Publication Monteur belge	€ 196,14
Total des débours	€ 346,14

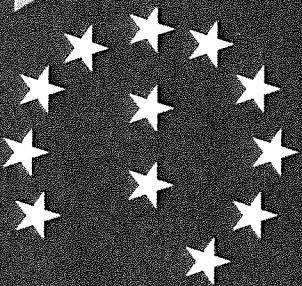
Montant total à payer € 1.850,00

Mentions:

(*) Les débours sont exclus de la base d'imposition en application de l'article 28, 5°, du Code de la TVA.



**R
si**



**Réseau européen
des services d'inspection
de la justice**